

Les Balkans dans l'Europe¹

Didier RANCE

Les mots et les réalités Europe orientale, Europe, Balkans

« Europe de l'Est ou orientale », ou « Europe centrale et orientale », « *Mitteleuropa* », ou encore « Autre Europe », etc. Que signifient ces concepts ? Quelles réalités désignent-ils ? Est-ce toujours la même ? Sont-ils pertinents ? Et jusqu'où ?

A priori, c'est tout simple, l'Europe, comme toute réalité géographique, comporte une partie occidentale et une partie orientale, et il s'agit de celle-ci. Sauf que le centre géographique de l'Europe est quelque part en Ukraine carpatique et donc que la quasi-totalité des pays que nous appelons Europe orientale sont à l'Ouest de ce centre ! On dira alors – je l'ai enseigné quand j'étais jeune professeur d'histoire – que c'est l'histoire, depuis le 16^e siècle qui nous oblige à distinguer une Europe occidentale au développement économique et politique différencié de celui de l'Europe orientale : le progrès, la liberté et la démocratie d'un côté, la stagnation médiévale, le servage et les régimes autoritaires de l'autre. Mais j'ai appris depuis que l'Ukraine occidentale était régie par le droit allemand au Moyen Age, plus proche du nôtre que celui de l'Espagne ; que la Pologne était sans doute le plus libéral des Etats européens au 16^e siècle et, pour prendre un exemple plus proche, que la Tchécoslovaquie avait un système politique et économique bien plus proche du français que du roumain en 1939.

¹ Conférence donnée par M. Didier RANCE, ancien Directeur pour la France de l'Aide à l'Eglise en Détresse (AED), le 1^{er} septembre 2007, dans le cadre du Stage de formation à la Mission d'Orient organisé par l'Assomption à Plovdiv du 25 août au 15 septembre 2007.

Les Balkans - pays et religions

	superficie kms ²	population	capitale	chef de l'Etat
ALBANIE	28 750	4 120 000	Tirana	Bamir Topi
BOSNIE	51 130	3 675 000	Sarajevo	3 membres
BULGARIE	110 900	7 680 000	Sofia	Georgi Parvanov
CROATIE	56 542	4 560 000	Zagreb	Stepan Mesic
GRECE	131 990	11 200 000	Athènes	Karolos Papoulias
MACEDOINE	25 710	2 050 000	Skopje	Branko Crvenkovski
MOLDAVIE	33 850	4 320 000	Chisinau	Vladimir Voronine
MONTENEGRO	13 800	670 000	Podgorica	Filip Vujanovic
ROUMANIE	238 400	22 300 000	Bucarest	Traian Basescu
SERBIE ²	88360	10 150 000	Belgrade	Boris Tadic
TOTAL	779 432	70 725 000		
%				

² Ce tableau présente la situation au début de l'année 2007. Depuis, le Kosovo a proclamé unilatéralement son indépendance.

1er ministre	Orthodoxes ³	Catholiques	Protestants	Musulmans	%catholiques
Sali Berisha	800 000	410 000	80 000	2 460 000	10,0%
Nikola Spiric	1 200 000	700 000	150 000	1 450 000	19,0%
Sergei Stanishev	6 550 000	66 000	45 000	1 000 000	0,6%
Ivo Sanader	280 000	3 950 000	180 000	47 000	86,6%
Kostas Karamanlis	10 850 000	50 000	30 000	145 000	0,4%
Nikola Gruevski	1 350 000	21 000	40 000	656 000	1,0%
Vasile Tarlev	4 130 000	5 000	70 000	2 000	0,1%
Zeljko Sturanovic	500 000	23 000	1 000	110 000	3,4%
Calin Popescu-Marinescu	19 180 000	1 500 000	1 160 000	70 000	6,7%
Vojislav Kostunica	7 100 000	400 000	100 000	2 100 000	3,9%
	51 940 000	7 105 000	1 856 000	8 040 000	10,0%
	97,5%	73,4%	10,0%	2,6%	11,4%

³ Roumanophones : env. 22 millions ; slavophones : env. 19 millions ; greco- et albanophones : env.11 millions

En fait, c'est le communisme qui en coupant l'Europe en deux parties a imposé cette distinction qui semble naturelle à ceux qui ont, disons, plus de 30 ans aujourd'hui. C'est vrai. Mais on ajoute souvent qu'elle reproduit une séparation vieille de plus de 1500 ans, de l'an 495 avec le partage de l'Empire romain par Théodose entre Honorius et Arcadius, et qui s'est maintenue sous une forme ou une autre. Mais quand on regarde un peu plus sérieusement l'histoire, cette frontière soi-disant inamovible ressemble à un élastique. Les Croates ont longtemps été plus en lien avec Byzance qu'avec l'Occident, les Bulgares auraient pu entrer dans l'orbite de Rome plutôt que dans celle de Byzance et la Galicie le fut plus souvent. Non, ce bloc contre bloc d'une Europe coupée en deux, que nous avons connu un peu moins de 50 ans, est sinon une parenthèse, au moins une péripétie dans une histoire qui n'en a pas manqué et qui sans doute en verra d'autres, au-delà même de l'actuelle qui va dans le sens centripète – car qui oserait dire que cette tendance vers l'unification de l'Europe est la fin de l'Histoire ? Non seulement les armes viennent juste de se taire en plusieurs lieux, et pourraient bien reprendre du jour au lendemain, du Kosovo ou de la Bosnie à l'Ukraine, mais nous n'avons pas encore connu l'expérience d'une crise économique majeure, laquelle n'a jamais été sans conséquences politiques dans l'histoire de ce continent.

Il faut aller plus loin. Outre l'inconvénient de donner des qualificatifs fortement chargés de connotation symbolique et discriminatoire (j'en ai déjà parlé pour oriental et occidental) d'autant plus efficaces qu'ils sont inconscients, le terme même d'Europe mérite quelques secondes de réflexion que je ferai à voix haute puisqu'on m'a demandé de vous parler des Balkans et de l'« *Europe* ». La crise de la conscience de l'Europe au sujet de ses racines et la question de l'entrée de la Turquie ou de l'Ukraine dans l'Union Européenne nous rappellent que l'Europe, contrairement à l'Australie, n'est pas une réalité géographique – sur ce plan, pourquoi distinguer cet appendice du continent asiatique de ses autres, péninsule arabe ou Inde par exemple – mais une réalité historique et humaine. Et donc une réalité à géométrie variable. Il n'y avait pas de conscience européenne avant le christianisme. Comme l'a dit un jour Jean-Paul II, ceci relève de l'ordre du *fait*. Ensuite, on le juge comme on veut et on en fait ce

qu'on veut. Avant leur unification par le christianisme, le monde scandinave par exemple – et en fait une bonne partie de l'actuelle « Europe » n'avait strictement rien à voir avec le monde latin, alors que l'Égypte, l'Asie Mineure, le Maghreb ou l'actuelle Libye faisaient intégralement partie du même ensemble, politiquement, culturellement, religieusement, etc. Et si les Arabes, ou plus tard les Turcs, avaient réussi à prendre l'Italie comme ils faillirent le faire, ou Vienne, nous aurions sans doute un monde méditerranéen à peu près unifié et pas d'Europe.

De même, si les Balkans avaient été islamisés comme l'Afrique du Nord ou l'Indonésie, l'Europe aurait un visage bien différent... L'Europe existe parce qu'il y a des *têtes* dans laquelle elle existe. Et quel a été, durant des décennies, le contenu de cette existence dans les têtes, sinon celui de décennies sans précédent (au moins croyons nous) de développement économique, autrement dit d'enrichissement, de paix, de liberté individuelle quasiment sans entraves, de démocratie – autant d'éléments qui constituent ensemble le bonheur dans la vulgate humaniste post-religieuse –, bref une version actualisée du mythe historique du pays de Cocagne, un mythe d'autant plus fort qu'il s'appuie sur des réalités bien sensibles. Et c'est à participer à ce mythe qu'ont été invités les pays sortis du communisme après 1989, ...enfin, ceux qui se tenaient bien et dont on voulait bien (je pense à l'Ukraine, exclu sans raison qui tienne debout une fois que les pays Baltes étaient eux considérés comme des candidats naturels). C'est devant ce mythe européen que se trouvent aujourd'hui les Balkans.

Les Balkans. Ici aussi, l'histoire nous sera nécessaire. Bien des ouvrages traitent de réalités mises sous ce nom sans même définir de quoi et de qui il s'agit, ce qui fait qu'on ne peut pas savoir avant de l'avoir ouvert de quels pays exactement traitera un livre sous ce titre. Encore plus que pour l'Europe, il s'agit d'un concept récent – deux siècles tout au plus – et élastique. *Balkan* signifie en turc Montagne boisée et désignait comme nom propre, sous l'Empire ottoman, le massif bulgare appelé auparavant *Stara Planina* par les Slaves et *Haimos* ou *Emon Oros* par les Grecs. Il a gardé en général ce nom de Balkan sur les atlas. Or, au début du 19^e siècle, quand la géographie est devenue indissociablement une science 'moderne' et un en-

jeu politique entre les Etats, un géographe allemand, Zeune, s'est mis en tête de donner un nom à la partie sud-est du continent européen. Il est parti pour cela d'une erreur déjà vieille de plus de deux siècles, l'idée qu'il y avait une chaîne de montagnes continue qui coupe l'Europe en deux un peu au sud de son milieu, la *Catena Aurea* formée par les Pyrénées, les Alpes et leur prolongement à l'Est jusqu'à la Mer Noire. Il a alors pris le nom d'un des massifs de cette partie orientale de la *Catena Aurea* et il l'a appelée (et c'était nouveau pour tous les massifs de la région sauf le bulgare éponyme) *Balkans* – au pluriel parce qu'on disait *les Pyrénées* et *les Alpes* – et la péninsule en dessous *péninsule balkanique* en pendant à l'ibérique et à l'italique.

Or, au moment où Zeune inventait ce terme, au sens que je viens d'indiquer, l'appellation traditionnelle de la région commençait à poser un problème politique majeur. Cette appellation était *Rumeli* en turc, la langue de l'Etat qui la possédait presque entièrement (du turc *rum*, romain, désignant les grecs byzantins), et *Roumélie* en transcription française, la langue diplomatique-politique de l'Europe, soit encore *Turquie d'Europe*. Or, nombre d'acteurs européens, Autrichiens et Russes en particulier, et d'autre part bien des intellectuels chrétiens de cette région gagnés aux idées de la Révolution française ou du germanisme à la Fichte ne voulaient plus de cette expression, les uns parce qu'ils lorgnaient tout ou partie de la région, les autres au nom du droit des peuples qui y vivaient, et qui – dans leur grande majorité – n'étaient pas turcs. Le mot *Balkans* qui aurait dû rester dans les livres de géographie, voire en disparaître avec les progrès de cette science, a été alors récupéré, avec quelques autres (comme *Haidouks* ou plus tard les *comitadjis*), sa nouveauté et sa pseudo-objectivité lui donnant une neutralité commode.

Les Balkans sont donc le territoire anciennement appelé *Turquie d'Europe* ; pas celle d'aujourd'hui bien sûr, Istanbul et le canton d'Edirne, mais celle du début du 19^e siècle. En gros oui, même s'il faut un peu préciser. La reconquête disons « chrétienne », ou « occidentale », et concrètement autrichienne, de parties de l'Empire turc avait déjà recommencé, essentiellement en Hongrie (au sens ancien du terme bien sûr, pas celui des

frontières de 1945), et Venise avait continué à jouer un rôle sur une bonne partie de la côte dalmate. Il y a donc des pays actuels qui sont, sans discussion, dans les « Balkans » : Grèce, Albanie, Bulgarie et, si vous voulez, l'actuelle Turquie d'Europe, encore qu'elle soit aujourd'hui totalement « turcisée » sauf en sa position géographique. Mais l'ex-Yougoslavie – en tant que pays unitaire (et qui oserait dire que les 70 ans de cet état défunt n'ont pas largement marqué les actuels pays qui en sont les héritiers ?), la Roumanie, pour une partie que la Russie allait d'ailleurs prendre, ne répondent que partiellement à la définition par le passé turc. Et de même la Hongrie, alors que la plupart des livres sur les Balkans l'excluent de cette zone, tout comme ils le font (ou d'autres) pour la Moldavie et/ou la Slovénie et la Croatie. Ce qui montre qu'il n'y a pas de définition parfaite, il y a d'ailleurs quelques ouvrages qui incluent même la Turquie entière... J'ajoute qu'il ne s'agit pas d'une querelle taxinomique de savants. Pour ne citer qu'un exemple, a contrario, la constitution croate votée sous Tudjman interdit au gouvernement de ce pays d'adhérer à toute confédération balkanique ou yougoslave. Ce cas croate est symptomatique car il dénote la volonté d'occidentalisation de Zagreb : les Balkans comme repoussoir de l'Europe, une vieille idée toujours actuelle en bien des esprits occidentaux !

Les termes à connotation « balkanique » qui sont passés dans notre langage courant, en français du moins, sont pour la plupart plutôt inquiétants, même si le yogourt bulgare est signe de longévité. La Macédoine évoque la salade de légumes ou de fruits, mais surtout la non communion d'éléments mis ensemble ; le mot « balkanisation » est lui synonyme de division à l'infini et, avec une connotation généralement violente, est franchement négatif et menaçant ; les janissaires ou les comitadjis évoquent la violence...

Après avoir été absents près d'un siècle de l'imaginaire occidental, les Balkans y sont revenus, largement lestés de tous les stéréotypes du 19^e siècle, à cause des embrasements des années 90. Question et crise d'Orient, massacres, terrorisme, prétentions incompatibles sur les mêmes territoires, fatalité de la violence, etc. Aujourd'hui, les armes n'y parlent plus mais tout le monde sait que c'est parce que celles de l'OTAN sont plus sophistiquées.

Mais si près d'un demi-siècle de rouleau compresseur communiste n'a pas réussi à niveler les problèmes nationaux de cette région de l'Europe, peut-on croire sérieusement que l'occupation militaire débonnaire des forces de l'OTAN et la peur du Tribunal de La Haye y réussiront ? D'où ce sentiment de fatalité et la facilité avec laquelle on se résigne à contenir les problèmes sans essayer de les résoudre au fond. Or, il n'y a pas plus de fatalité qu'ailleurs, mais une Histoire, complexe, à vif en bien des domaines, qu'il s'agit de connaître pour essayer de comprendre au-delà des stéréotypes. C'est pourquoi l'essentiel de mon exposé sera historique. Car si l'Occident connaît aujourd'hui un déficit de sens de l'histoire, l'Orient européen en aurait plutôt une hypertrophie. En Pologne, comme en Roumanie ou ailleurs, combien de fois la réponse à n'importe quelle question sur l'actualité ne commence-t-elle pas par un cours d'histoire ?

Une histoire de plus de 3.000 ans. Son empreinte sur le présent des Balkans

Le cadre géographique : plaines, montagnes, bassins et fleuves. Pas de fatalité géographique, je pense – contrairement à ceux qui veulent lire sur les cartes du relief les destinées des hommes – mais un cadre, s'il ne détermine pas l'histoire, au moins la canalise. La *Catena Aurea*, je l'ai dit, qui couperait l'Europe en deux selon cet axe Est-Ouest n'existe pas. Les Balkans sont en fait marqués par une série de massifs montagneux ressemblant plus à une étoile de mer au cœur creux qu'à une chaîne linéaire, constituée à l'Ouest des Alpes dinariques et albaniques, au Sud du Pinde et autres massifs grecs, à l'Est du Rhodope et du Balkan, au Nord-Est du croissant des Alpes de Transylvanie et des Carpates. Au centre, une dépression où coule le Danube avec ses fameuses Portes de Fer, là où c'est le plus resserré et, en étoile, les sillons qui sont autant de voies de passages majeures, la plus large allant de Belgrade et du Sud de la Bosnie par le Kosovo et la Macédoine jusqu'à Thessalonique, les autres vers Istanbul par la Maritsa, la via Ignatia des Romains entre la côte adriatique et Thessalonique... Au Nord, par contre, entre les Alpes à l'Ouest et les Carpates à l'Est, une vaste plaine sans frontières naturelles, la *Puszta* et aussi à l'Est, des Carpates vers la mer Noire.

On aura donc deux types géographiques assez contrastés, les plaines ouvertes du Nord et de l'Est, qui, de fait, correspondent aux limites de l'expansion turque et aux pays les moins touchés par elle : Hongrie, Vojvodine, Roumanie. Au centre et au Sud, des axes de passage entourés de montagnes et des régions enclavées, soit des bassins dans les montagnes, soit côtières – ce qui favorise d'une part des grandes migrations et des aventures impériales sur les voies de passage et un émiettement, certains diraient une balkanisation, des entités politiques ailleurs et donc une tension ou une polarité entre les deux, les enclaves favorisant les identités fortes mais rudes, et les passages, les brassages ou les déplacements de population. Peu de régions de l'Europe, sinon du monde, ont connu de tels mélanges ou déplacements, plus ou moins violents, parfois de la violence la plus extrême, celle de l'éradication et purification ethnique. Celle qui a eu pour théâtre Srebrenica en 1995 a révolté toute l'Europe, même si avec ses 8.000 victimes elle est loin d'être le plus grand massacre sur notre continent depuis la fin de la seconde guerre mondiale (celui perpétré sur ordre de Tito en Slovénie fit peut-être dix fois plus de victimes). Mais les massacres à visée de purification ethnique ont été nombreux surtout dans les guerres balkaniques de 1912-1913, de tous les côtés, et jusque dans l'après première guerre mondiale (génocide par les oustachi, massacres titistes). Et des déplacements ou expulsions/départs plus ou moins forcés de populations, que nous avons connus au cours des trente dernières années, non seulement en ex-Yougoslavie mais aussi en Roumanie et Bulgarie à la fin du communisme, ont été une coutume ottomane qui ne s'est arrêtée qu'au déclin de l'Empire : bien des groupes venus du Caucase, d'Anatolie ou du Moyen-Orient ont été installés dans la région et s'y sont peu à peu fondus. D'ailleurs les Autrichiens ont fait de même, de façon moins brutale, par exemple avec les Lorrains au Banat ou les Allemands en Galicie et ailleurs.

Pour comprendre la réalité humaine des Balkans, l'image la plus simple est de prendre une tartine, un quart de beurre et un couteau puis d'étaler sur la tartine les couches successives de beurre et de regarder ce qui se passe.

Je passe sur la préhistoire, dont on ne sait pas grand-chose. On peut noter ensuite six ou sept vagues majeures de peuplement/invasion de la région (en simplifiant bien sûr).

1. A partir d'il y a 3.000 ans environ, des indo-européens, se scindant en nombreux peuples, dont les Illyriens, les Dardaniens, les Mésiens, etc. au Nord, dont nous ignorons presque tout et, au Sud, les Hellènes, les Grecs. Les Illyriens disparaissent en tant que tels de la scène visible de l'Histoire – pour ne réapparaître que récemment dans les prétentions albanaises, qui font l'impasse sur un trou d'au moins 2.000 ans pour réclamer, au nom de cette ascendance, un droit inaliénable sur l'Albanie mais aussi le Kosovo, l'Est de la Macédoine et d'autres régions. J'ajoute que, pour les Serbes, les Albanais sont venus au Moyen-Age soit du Causase (les *Albanoi* causasiens) soit de Thrace et donc sont bien postérieurs à l'arrivée des Slaves dans le Kosovo et au droit inaliénable du peuple serbe sur cette terre. Que penser de ces revendications contradictoires ? Comme le dit quelque part Paul Garde, quand on voit les querelles sur la Macédoine ou la Corse à la fin du 20^e siècle, vouloir trancher sur ces événements vieux de plusieurs millénaires et qui n'ont laissé quasiment aucune trace est « franchement surréaliste ». Le problème, c'est que ce ne l'est ni pour les Albanais ni pour les Serbes. Je m'attarde un instant sur ce cas, mais il faudrait faire de même pour bien d'autres régions des Balkans où il y a une terre pour deux voire trois peuples : une problématique plus proche de la Palestine que de la construction européenne, mais c'est la réalité balkanique, et on ne peut la passer sous silence car ces revendications recèlent des blessures non moins grandes que celles des peuples juif et palestinien. Aujourd'hui, les Albanais ne constituent que 10 % de la population des Balkans, mais le rêve de la grande Albanie qui représente plus du double de l'actuelle, est loin d'être irréalisable et changerait toute la donne géopolitique de la région.

Les Grecs, quant à eux, non seulement construiront, sous la direction macédonienne, un des premiers grands empires, celui d'Alexandre, mais ils seront vite aussi importants quant à la domination de la région que Rome qui les a à son tour conquis, dans l'Empire romain byzantin. Et ils le de-

meureront vis-à-vis des autres peuples christianisés de la région sous l'Empire ottoman par le système du *millet* (cf. l'exposé suivant). Près de deux millénaires et demi de domination, cela donne des habitudes. Et là où la plupart des européens de l'Ouest voient un petit pays intéressant pour les vacances et plutôt profiteur de l'Europe, bien des Grecs restent orphelins de la *Mégalè Idea* sinon d'un nouvel Empire byzantin comme ils ont y rêvé tout au long du 19^e siècle, jusqu'à la *mégalè katastrophè* infligée par Atatürk, au moins un leadership régional culturel et intellectuel et religieux, à travers le Phanar. Or, aujourd'hui, les Grecs ne forment qu'environ 15 % de la population des Balkans, et ce n'est pas l'enthousiasme chez leurs voisins, à commencer par la Macédoine qui a dû prendre l'acronyme de FYROM ou ARYM (Ancienne République Yougoslave de Macédoine) suite aux pressions diplomatiques de son voisin du Sud (la France utilise toujours ARYM même si les USA, la Russie et la Chine sont passés à Macédoine). Voit-on l'Allemagne interdire à son grand voisin occidental l'utilisation d'un nom germanique pour se désigner, Frank en l'occurrence, Franconie, Frankfurt ? Et c'est pourtant ce qui se passe et l'UE a suivi la Grèce, sauf ses nouveaux arrivants comme la Pologne ou la Slovaquie. De leur côté les Macédoniens relisent leurs classiques grecs et font remarquer que, pour Démosthène, Philippe de Macédoine n'était pas un Grec ... Ici aussi, un passé, vieux pour l'occasion de 2.300 ans, est instrumentalisé pour des visées géopolitiques, et l'Europe doit prendre parti dans une querelle balkanique.

2. De leur côté arrivent, un peu plus tard sans doute, les Daces, un autre peuple indo-européen, qui s'installent dans le bassin danubien oriental. Ils seront à l'origine des Roumains et des Valaques. C'est ce que proclament les Roumains depuis qu'au 18^e siècle ils ont voulu se libérer de la tutelle politique, religieuse, culturelle, économique et linguistique des Grecs, des Turcs, des Allemands, des Hongrois et des Slaves, à partir d'un fait réel : leur langue est latine et ni hellénique ni slave, même si elle comporte bien des apports variés, y compris turcs, pour la nourriture... Sur le fond, ces prestigieux ancêtres, les Daces romanisés, jouent à peu près le même rôle que les Illyriens pour les Albanais. Les remarques acidulées des historiens, qui font remarquer que bien d'autres peuples parlaient des langues latines dans les Balkans, parfois jusqu'à une époque récente, et que

cela ne signifie rien quand à leurs origines, n'y changeront rien. Et encore moins les thèses hongroises qui font des roumains de simples bergers Valaques venus de loin sur les terres déjà hongroises au cours du Moyen Age, ce qui est d'ailleurs difficilement soutenable.

Mais ce cas roumain permet d'évoquer une autre donnée des relations entre les Balkans et l'Europe occidentale. Le tableau de cet îlot roumain de latinité et de romanité dans une mer slavo-hélène-turque était touchant et appelait à la solidarité. Les Roumains en ont joué, et même si ce sont les conséquences militaires des deux guerres mondiales qui expliquent pourquoi la Transylvanie est aujourd'hui roumaine et non hongroise, ce facteur affectif a joué à Trianon. Enfin notons que, contrairement à l'équation trop rapide qui lie Balkans et Slaves du Sud, les roumanophones sont sensiblement aussi nombreux, voire plus, que les Slaves dans les Balkans – un gros tiers de la population – et la Roumanie est de loin l'Etat le plus peuplé, alors que la question moldave reste en suspens.

3. La conquête romaine et l'installation de l'Empire sur une bonne partie des Balkans, au Sud du Danube pour l'essentiel, n'entraîne pas de grandes migrations ethniques mais romanise une bonne partie de la région, alors que les pays grecs conservent leur langue. Les Roumains, Daces romanisés sans doute pour la plupart, sont les plus importants de ces héritiers en tant que peuple romanisé, mais il y a aussi les Valaques et des Thraces présents dans tous les Balkans, et qui ont peu à peu été absorbés par les Grecs ou les Slaves. Le tropisme romain, devenu italien, sur la région restera fort à l'Ouest : régions frontières de l'Istrie, empire côtier de Venise, conquête coloniale de l'Albanie par l'Italie au 19^e siècle l'illustrent. Et surtout, Rome a légué le mythe de l'empire unifié, qui va être un des deux pôles majeurs des deux millénaires suivants. Ce mythe est quand même, durant près d'un millénaire, la réalité d'une partie, certes diminuant peu à peu mais importante, des Balkans, l'Empire byzantin.

4. Les premiers envahisseurs Germains ne feront souvent que passer ou seront détournés vers l'Ouest pendant des siècles. Mais, avec Charlemagne, commence une poussée germanique vers le Sud-Est, parfois mili-

taire, par exemple à l'époque de Cyrille et Méthode, parfois pacifique, ainsi nombre de colonies allemandes de Roumanie. Le Saint-Empire romain germanique des Habsbourg (puis l'Autriche Hongrie qui lui succède) poursuivront cette poussée, parfois militaire, parfois politique et parfois de peuplement pacifique, jusqu'au 20^e siècle, et Hitler fera main basse sur les Balkans quelques années. Il y a donc eu, durant des siècles, des Balkans germaniques, et ceci fait partie de l'Histoire. Même si la présence des communautés allemandes (et juives germanisées, pensons au plus grand poète de langue allemande de l'après-guerre, Paul Celan, venu de Cernauti-Cernowitz-Chernivtsi en Bukovine austro-hungaro-roumano-soviétique-germano-soviético-ukrainienne), parfois installées depuis le Moyen-âge (Siebenbürger) est en voie de disparition, le tropisme germanique désormais surtout économique vers ces pays est aussi fort que celui de la France vers ses ex-colonies d'Afrique noire ou du Nord. Et ce n'est pas seulement une question de puissance économique et de vassalité en découlant : ce sont largement les idées germaniques sur la nation qui ont influencé voire créé les nationalismes balkaniques il y a deux siècles. Et, sur les questions de nationalité et d'identité qui opposent la France et l'Allemagne, l'arrivée des pays balkaniques en Europe renforce la position de ce pays. Ici aussi l'histoire détermine les enjeux du présent européen.

5. Les Slaves marquent d'une empreinte majeure cette partie de l'Europe où ils arrivent à partir du 6^e siècle. Ils vont rapidement jusqu'à l'Adriatique et se différencient peu à peu des autres Slaves du Nord et de l'Est, s'installant partout avant que les Hongrois ne les assimilent ou chassent de la Puszta et que les Grecs ne les assimilent peu à peu au Sud. Les deux grands groupes sont le groupe sud-occidental qui donnera les Serbes et les Croates et le groupe sud-oriental unifié par les Bulgares. Ces deux groupes connaîtront des heures de gloire sous des princes qui unifieront pour un temps les différentes tribus en empires rivaux et prétendants de Byzance, à savoir l'Empire serbe et les deux Empires bulgares du Moyen-Age.

Mais, dès la seconde moitié du 14^e siècle, les Ottomans commenceront à détruire ces Empires et à dominer ces peuples. Aujourd'hui, les

Slaves constituent le tiers de la population des Balkans, mais se sont éparpillés depuis la fin de l'ex-Yougoslavie, passant de deux à sept Etats. Leur natalité faible, la perte probable du Kosovo, l'imbroglio bosniaque, l'amertume serbe, le retour du grand frère russe sur la scène géopolitique et, demain peut-être, d'autres raisons pourraient peut-être ramener le balancier du côté de l'unification des Slaves du Sud. En tous cas ces Etats restent fragiles.

6. Les vagues d'invasions du haut Moyen Age contribuent à diversifier le substrat ethnique de la région, en particulier par les apports turco-altaïques et finno-ougriens. Seuls les Hongrois, en Transylvanie et dans la Puszta, joueront un rôle dans la durée et certains des peuples qui parurent un jour les plus menaçants, par exemple les Petchénègues, ne subsistent plus aujourd'hui que marginalement (ils seraient les ancêtres des actuels Gagaouzes, Turcs orthodoxes de Moldavie). Et, bien sûr, des Turcs qui seraient venus une première fois, dès le 7^e siècle, puis plus ou moins liés aux futurs Hongrois, et qui constituent les cadres du premier Empire bulgare, bientôt slavisés par ceux qu'ils avaient colonisés.

Aujourd'hui, environ 10 % de la population des Balkans n'appartient pas aux quatre groupes dominants que j'ai énumérés auparavant : ce sont en particulier les Hongrois, les Turcs et les Roms. La natalité de ces derniers (au moins 2 millions dans les Balkans, et sans doute autant en Turquie), qui contraste avec leur non-intégration, que ce soit dans le renouveau national (nationaliste) ou dans le projet européen, pose un problème dont nous ne sommes peut-être qu'aux débuts. Les signes d'hostilité qui se multiplient y compris au nord de la région dans un pays policé comme la Slovénie sont inquiétants. On se souvient qu'en quelques semaines ils ont été victimes d'une épuration ethnique dans tout le Kosovo après la victoire de la coalition de l'OTAN ; les survivants sont exilés en Serbie, au Monténégro, en Europe occidentale, ou sont au fond de la mer ; un premier groupe est toutefois rentré à Mitrovica cette année. La discrimination scolaire est générale. Une décennie de l'intégration des Roms a été instaurée par plusieurs pays de l'Est, balkanique et autre, et des actions remarquables existent mais

on voit apparaître un discours nationaliste chez des leaders Rom comme Bourgas Dokov en Bulgarie.

Deux groupes enfin méritent une mention. D'abord les Juifs, venus en nombre après l'effondrement du Royaume Khazar, turco-altaïque (ou finno-ougrien selon les spécialistes), donc ethniquement non sémites, mais devenus comme tels une des composantes importantes de la région, avec des populations majoritaires ou importantes dans certaines villes comme, à l'époque ottomane voire après, à Salonique après l'expulsion de ceux d'Espagne à la fin du 15^e siècle, en Roumanie etc. La Shoah les a fait disparaître en tant que composante importante de la région. Ensuite, il y a les Arméniens, moins nombreux mais présents un peu partout dans les villes.

Pour conclure sur ce point, on peut dire que, dès qu'on rentre un peu dans le détail on s'aperçoit : 1°. Que les groupes étaient souvent fort mêlés, et que le nom qu'on leur donne, Slaves, Turcs... ne désigne bien souvent que les groupes dominants. 2°. Que les déplacements de population et parfois les exterminations sont aussi allés dans le même sens de brassage et mélange, que le nom d'une des régions des Balkans symbolise : la macédoine de peuples, cultures, langues et religions n'existe pas que dans l'actuelle république qui porte ce nom. Or, les modalités de ces brassages et recompositions n'obéissent pas à des lois simples, par exemple celle de la force militaire, que ce soit pour la langue, les coutumes, le droit, la religion. Parfois c'est le groupe dominant qui impose tout, parfois c'est lui qui est assimilé par ceux qu'il a conquis ou entraînés à sa suite. Il n'y a pas, à ma connaissance, de règle et l'histoire de toutes ces variations peut difficilement être reconstituée. Il n'y a pas la continuité (relative) de l'histoire de France ou des îles britanniques, et les différences entre certains groupes, par la religion, mais aussi par la culture et/ou la langue sont trop fortes pour une unification alliant force et syncrétisme comme dans nos pays.

D'où une double conséquence : 1°. Des « droits » et des légitimités concurrentiels sur une partie non négligeable des Balkans : une partie de la Croatie, toute la Serbie sauf le centre, le Kosovo, le Sandjak, la Bosnie, la Macédoine, la Thrace, la Transylvanie, la Dobroudja, etc. Et encore, cer-

taines autres régions n'ont dû leur tranquillité et légitimité d'occupants aujourd'hui qu'à l'épuration ethnique ou l'assimilation forcée, ainsi les régions à majorité Slaves et Valaques de Grèce, l'Épire, la Thrace et, sauf en Bosnie et en Albanie (et bien sûr en Turquie d'Europe), les villes turcomusulmanes de la région. D'où des revendications historiques concurrentes et incompatibles et un rapport affectif et surinvesti à l'Histoire – je vais y revenir.

Les « nations » ont développé une « mythographie » basée sur leurs défenses multiséculaires par rapport aux envahisseurs et aux occupants, sur l'image de la montagne, conservatoire de la culture et de la pureté, de la cellule villageoise fondatrice de la nation, des mythes guerriers ou des forteresses assiégées, etc. Il s'agit de montrer l'antériorité de chacune par rapport à ses voisines, d'affirmer ainsi sa légitimité sur un territoire donné et de montrer que toutes les étapes historiques furent des signes de la volonté des peuples de créer des États indépendants, préfigurant la fondation des États modernes. Or, tout ceci concerne souvent des territoires communs à deux, trois, voire quatre « nations ». Les zones où se côtoient différentes populations se trouvent être donc particulièrement conflictuelles parce que chacune d'elles y trouve son berceau historique, voire sa « Jérusalem céleste » comme le disent les Serbes du Kosovo, surtout quant le problème religieux y constitue aussi un des éléments-clés.

2°. Pôle inverse plus discret mais réel, la nostalgie de l'Empire – Alexandre, mais surtout Rome – qui ne le cède en rien à celle de l'Europe occidentale et à ses près de 1.500 ans de fiction romaine impériale. Dans les Balkans, non seulement Rome se maintient un millénaire de plus ou presque sous les traits de l'Empire byzantin, mais les envahisseurs ont tôt fait de réclamer la légitimité romaine, que ce soit ces tsars (césars) bulgares, serbes ou plus tard russes. Et dans ces régions de populations mêlées la paix et la stabilité qu'apporte un tiers-pouvoir fort ont leur séduction. C'est une des clés de la relative stabilité durant l'occupation ottomane, et de plus le sultan se considère l'héritier de Byzance autant que le *ghazi* du *jihad* après 1453, et il est officiellement reconnu comme tel et comme protecteur de l'orthodoxie par le nouveau patriarche de Constantinople George Gen-

nadios, qui lui doit il est vrai son poste. Pour en revenir au pôle impérial, l'Europe représente aujourd'hui ce pôle dans les Balkans.

Une autre donnée et – paradoxalement peut-être– leçon des Balkans, c'est que, contrairement à l'image colportée depuis le 19^e d'un Orient européen rétrograde opposé à l'Occident des droits de l'Homme, les épurations ethniques et autres atrocités de l'Histoire n'ont pas empêché qu'au total les peuples dominants des Empires et les envahisseurs successifs ont été globalement plus tolérants – de force ou de gré, c'est une autre question – qu'en Occident, où les Celtes et bien d'autres peuples ont perdu quasiment tout, langue, culture, religion, du moins jusqu'au début du 20^e siècle où les idées occidentales de nation ont introduit celle d'épuration ethnique.

L'héritage ottoman dans les Balkans

Pour parler de la réalité actuelle, on ne peut faire l'impasse sur les cinq siècles qui ont précédé le dernier sous le signe de l'Empire ottoman. Cela vaut la peine qu'on s'y arrête un peu. Cet héritage est encore présent, et en particulier dans un certain air commun qui fait que Bucarest, Sofia, Belgrade ou Salonique avaient un air de famille propre, du moins jusqu'à leur américanisation en cours. Dès l'année 1346 le *ghazi* ottoman Orkhan met le pied du côté européen du Bosphore et, dès l'année suivante, la fille du *basileus* byzantin rejoint en cadeau son harem. Moins de trente ans plus tard, l'empereur byzantin n'est plus que le vassal du sultan ottoman qui l'utilisera largement pour réduire l'une après l'autre les principautés chrétiennes (l'histoire de Manuel II, empereur de Byzance, vassal mercenaire du sultan contre les princes chrétiens et polémiste religieux envers l'islam, celui par qui la controverse de Ratisbonne est arrivée, est significative) avant de se débarrasser en 1453 de la fiction byzantine alors que Rome est la cible – qui sans doute serait tombée aussi n'eut été Skanderbeg.

Dès 1371, les Ottomans rencontrent et vainquent les Slaves et les autres peuples des Balkans. En 1389 à Kosovo Polje – champ des Merles – le sultan Murad et ses alliés, musulmans mais aussi princes serbes ou bulgares (et si l'empereur byzantin son vassal n'est pas à son côté, c'est qu'il a

des problèmes) rencontre une armée menée par le prince serbe Lazare et le roi bosniaque Tvrtko, des princes valaques et des milices albanaises. Les deux chefs meurent dans la bataille dont l'issue est discutée (On chante à Notre-Dame de Paris un Te Deum pour la victoire serbe), mais dont l'historiographie serbe fera a posteriori le Golgotha de la Serbie, nouveau Christ des Nations – les événements de 1989 sont encore dans toutes les mémoires. En 1395, les Ottomans reviennent et franchissent le Danube. L'année suivante, une grande croisade de toute la Chrétienté menée par Sigismond de Luxembourg est battue à plate couture à Nikopolis alors que Byzance est assiégée. Plus de cinq siècles de domination ottomane sur les Balkans commencent.

Vous savez peut-être combien il est difficile aujourd'hui de parler de ces cinq siècles. Diabolisation d'un côté, angélisme irénique de l'autre, un bilan sérieux de ce que fut cet Empire, son système de pouvoir et, pour ce qui nous concerne, son impact sur la vie de générations de peuples balkaniques siècle après siècle nécessiterait bien du temps et des nuances. A toute proposition de compréhension historique on peut opposer des contre-exemples, et à son opposé des contre-contre-exemples. Deux ou trois exemples pour illustrer ceci. Les uns exalteront la mansuétude ottomane, l'absence en général, sauf cas de rébellion et quand l'Empire se sentait menacé à mort, de massacres de masse. Ils citeront bien des cas montrant aussi que d'autres facteurs que religieux peuvent expliquer l'oppression et le servage des paysans – ceux qui étaient musulmans ne l'étaient pas moins. A quoi leurs adversaires répondront par la déportation de toute la population grecque de Constantinople, comparable à celle de Phnom-Penh par les Khmers rouges. Il est vrai qu'une partie des populations installées pour les remplacer étaient des Grecs des îles et des Slaves déjà ottomanisés mais chrétiens.

Le *devshirmé*, impôt en nature qui consistait à prendre de force (jusqu'en 1638) à leurs parents des jeunes garçons chrétiens pour les islamiser et en faire les fameux janissaires. Cela paraît sans appel comme cruauté, mais des historiens font remarquer que, grâce à ce système la majorité des vizirs des sultans étaient d'anciens chrétiens et que plus d'un a favorisé ses

coreligionnaires, tel Mehmet Sokülü (turcisation de Sokolovic) un croate sans doute, qui fit de son propre frère Macaire le premier patriarche serbe de l'époque ottomane, un autre de ses frères dirigeants les Bektashis dont nous reparlerons. Ceci contrebalance-t-il l'horreur du système et son empreinte sur les consciences ? J'en doute.

Autre exemple, la tolérance religieuse, souvent exaltée contre l'intolérance des royaumes chrétiens, avec l'accueil à Salonique des juifs expulsés d'Espagne, et l'absence de conversions par la force sauf cas exceptionnels du *devshirmé*. Ce à quoi d'autres historiens répliquent que la raison de cette tolérance, à vrai dire fort limitée et entrecoupée de périodes qui ne l'étaient pas, était uniquement économique – un chrétien devenant musulman, c'était une poule aux œufs d'or de moins : il ne payait plus la *djizia*. Et les conversions étaient à sens unique sous peine de mort immédiate.

Je pourrais continuer les exemples... Oserai-je un avis personnel, forcément impressionniste car je suis un profane en études ottomanes ? L'Empire fut d'abord un empire militaire et de caste – les fameux janissaires y étaient intégrés, mais était-il en cela différent des autres pouvoirs de l'époque, alliant pouvoir de la force et bureaucratie pour dominer les villes, les campagnes ne posant guère que des problèmes de jacquerie. Les élites militaires et nobles des Balkans ayant été exterminées ou ayant rallié le nouveau pouvoir (ne leur jetons pas la première pierre, des cardinaux romains envoyèrent des émissaires au sultan lui proposant leurs services quand l'invasion de l'Italie et sa victoire semblaient imminentes avant que le grain de sable Skanderbeg ne grippe la machine de guerre), la seule résistance sérieuse ne pouvait être que religieuse et, comme nous le verrons, le coup de maître des Ottomans fut de récupérer à leur profit le système byzantin, comme le feront plus tard les pouvoirs communistes dans les pays orthodoxes.

Enfin, notons que si l'histoire en général n'en a guère gardé trace, car elle est toujours écrite par les vainqueurs, les révoltes, jacqueries et prises de maquis des paysans chrétiens furent peut-être plus endémiques qu'il ne

le semble, de même que l'existence des crypto-chrétiens. Au 19^e siècle encore, le gouverneur ottoman d'une cité du Kosovo justifiait sa politique de persécution des crypto-catholiques de Stubla en écrivant que s'il ne l'avait pas mise en œuvre, tout le Kosovo serait retourné au catholicisme ! Exagération, peut-être, mais significative.

Concluons sur ce point par une constatation : à ma connaissance la relativisation des aspects négatifs des cinq siècles d'occupation turque dans les Balkans est surtout le fait d'historiens occidentaux. Mais dans la culture, et sans doute l'inconscient des populations chrétiennes des Balkans, il s'agit toujours de la « nuit ottomane » et « cinq cents ans de soumission, qui ont entamé sérieusement l'orgueil de la population » (T. Todorov). L'œuvre la plus célèbre de la littérature bulgare, par exemple, le chef d'œuvre d'Ivan Vazov, porte significativement le titre *Sous le joug* et raconte l'échec d'une révolte contre l'occupant turc.

Concrètement, il y avait donc deux populations dans la Roumélie, les Balkans ottomans : les « Turcs » musulmans, dont un nombre important d'Albanais, seul peuple d'origine chrétienne passé majoritairement à l'islam suite aux exactions des propriétaires terriens musulmans au 17^e siècle, et les autres, avec, nous le verrons, leur organisation religieuse et sociale. Mais en fait, il existait à divers degrés une troisième catégorie : des groupes claniques qui payaient un tribut et n'obéissaient que nominale-ment au sultan (Montagnes d'Albanie et du Monténégro) soit même vivaient en marge dans des régions de montagnes et de forêts dans des maquis plus ou moins endémiques, considérés comme des brigands.

Arriva le 18^e siècle et le reflux ottoman. Mais le temps des Croisades était fini, ce n'était pas tant le sort des chrétiens des Balkans que les possibilités d'expansion qui intéressaient désormais ses voisins, et poussait leurs propres concurrents à soutenir le malade... Au Nord, nous trouvons l'Autriche, qui avait été en lutte à mort avec les Ottomans encore à la fin du 17^e siècle. Solidement installée au nord du Danube et entretenant une zone de guerre descendant vers le centre des Balkans, l'Autriche devient puissance balkanique majeure au 19^e et semble devoir arriver sur la Mer Egée

comme elle l'est sur l'Adriatique. A l'Est, la Russie, avec son rêve politico-religieux de troisième Rome, héritière de la seconde, et donc légitimée à venir la prendre, un rêve qui, en 1878 sembla à portée de main lorsque les troupes du tsar arrivèrent jusqu'à Edirne. Seule la menace anglaise l'empêcha d'investir Istanbul, la Russie jouant à plein de son rôle de protecteur des populations orthodoxes, majoritaires dans les Balkans. A ceci s'ajoutent les rêves allemands et italiens déjà évoqués, et les intérêts maritimes anglais. Seule la France, l'allié du Grand Turc est plutôt hors course.

Le temps des Nations

Le bloc ottoman commença en effet à se fissurer sérieusement, puis à se disloquer dans les Balkans au tournant des 18^e – 19^e siècle. Dès le 18^e, il était clair que l'Empire ottoman était en train de devenir l'Homme malade de l'Europe. Mais les ambitions impériales qui auraient pu aboutir au remplacement d'un empire par un autre entrèrent vite en concurrence avec d'autres ambitions – non pas la résurgence mais l'apparition des nationalismes et leur tropisme : une nation, un peuple, une langue, une religion = un Etat – ambitions largement inspirées, elles, par des influences françaises même si les germaniques sont déterminantes. Je dis apparition, car les fondements de ce qui apparaît alors ne peuvent être comparés avec ce qui existait au Moyen Age lors de l'arrivée des Ottomans : des unités territoriales pluriethniques et linguistiques unifiées par un chef de guerre au nom de son groupe et généralement avec une unité religieuse plus ou moins complète et étroite. Le nationalisme balkanique qui apparaît alors est un produit occidental, fruit des philosophes français : la rationalisation de la vie comme décision volontaire et le pacte social à la Rousseau, de la Révolution française, la notion même de nation comme unité d'un ensemble, le peuple opposé à ceux qui l'exploitent, et le modèle (pré)romantique allemand de la nation fondée sur la langue et l'origine commune, le sol et le sang.

Mais, alors qu'en Occident les deux modèles, français et allemand, s'opposaient – par exemple la fameuse querelle entre Mommsen et Fustel de Coulanges sur l'Alsace, « allemande » par le sang et la langue, ou française par la volonté –, dans les Balkans, les promoteurs des nations préten-

dirent les fonder en raison et sur la volonté générale, mais en les définissant par la terre et la langue, et la religion, autre originalité. Il y aurait pu y avoir, bien sûr, une troisième voie entre les nationalismes et la conquête par les empires voisins, celle d'un soulèvement général des chrétiens, ce que souhaitaient les Grecs, mais les différences objectives entre chrétiens contrebalançaient trop leur état commun de chrétiens sous régime musulman.

Ajoutons que l'étincelle qui fit prendre le feu national fut souvent la conjonction entre des lettrés, souvent des prêtres ou des moines ayant été en Occident ou occidentalises – nous dirions aujourd'hui des intellectuels décalés dans leur société – et des chefs de bandes issus de jacqueries rurales. Ici encore, je vais faire une impasse – sur l'histoire détaillée du 19^e siècle balkanique, avec la naissance des Etats nationaux, Grèce, Serbie, Roumanie, Bulgarie et Albanie. Mais cette histoire est aussi une histoire européenne tout au long du 19^e siècle, et on ne peut oublier que ces interventions incessantes, qui conduisent à ce que ce sont les Balkans, causent la première guerre mondiale ou du moins son étincelle. Même si les prophètes de mauvais augure, qui disaient il y a quinze ans que le 20^e siècle commencé par l'embrasement et la nuit de Sarajevo s'achèverait de même à partir du même lieu, on ne peut se contenter de dire que l'Histoire ne se répète jamais et que les interventions de l'OTAN n'ont que des buts humanitaires...

Le visage présent de l'intervention européenne dans la réalité balkanique, que ce soit l'OTAN ou l'Union Européenne, fait suite à bien d'autres depuis des siècles, qui ont été, pour reprendre l'expression du géographe Ancel il y a près de 70 ans, des obstacles autant que des états. La raison géopolitique de ces interventions au 19^e siècle : une course de vitesse entre trois puissances mondiales pour le verrou eurasiatique des Détroits, semble moins jouer aujourd'hui, mais l'autre cause : la peur de la balkanisation, comme état de guerre perpétuel entre petits états se disputant les mêmes terroirs, reste d'actualité. Et l'Europe (avec en plus les USA nouvel impérium et gendarme du monde) ne se sont pas conduits très différemment au chevet du nouvel homme malade de l'Europe, l'Empire russo-soviétique, de ce qu'ils avaient fait au chevet de l'Empire turc : volonté de stabilisa-

tion, intérêts économiques, rôle des opinions publiques (nous avons failli avoir une candidature aux présidentielles sur le fait du siège de Sarajevo) ; avec toutefois cette différence majeure que l'Europe occidentale ne parle plus que d'une voix (mais la voix russe et même l'américaine ne sont pas les mêmes). Ceci renforce l'impression qu'éprouvent les peuples des Balkans que leur destin ne leur appartient pas vraiment, qu'il dépend des grands et cela induit une pathologie dont l'Albanie est le modèle (la recherche du grand frère) qui pose problème quand, dans le même temps, l'Europe prône une démocratisation à l'occidentale.

L'essor des Nations balkaniques au 19^e siècle

Quelques précisions sur le « siècle des nations ». Les Serbes furent les premiers avec la révolte de Karadjordje et de son mentor Obradovic, un ancien moine de l'Athos. Une partie des Serbes historiques étaient partis en Autriche, installés par l'empereur en Vojvodine, le reste subissait de plus en plus mal le joug ottoman après la liquidation, au milieu du 18^e siècle, du Patriarcat serbe et l'hellénisation de leur Eglise. Des troubles à Istanbul font de leur région une zone d'anarchie et de guerre entre les petits chefs turcs. 30.000 paysans se réfugient dans les montagnes. Karadjordje organise ces bandes et Obradovic leur donne une idéologie : la grandeur serbe passée à restaurer. En 1804, Karadjordje lance ses troupes contre les autorités de la Province. Il tient neuf ans puis sera relayé par une seconde révolte, celle de Milos Obrenovic – qui fait exécuter Karadjordje en lançant ainsi une vendetta qui va durer un siècle, qui exaltera la serbianité sur une base religieuse et linguistique, l'idéologue Vuk distinguant trois langues là où les linguistes n'en voient qu'une et liant chacune à un groupe ethnico-religieux : les serbes orthodoxes, les croates catholiques et les turcs (bosniaques) musulmans. Autonome puis indépendante au cours du 19^e siècle, la Serbie sera le modèle pour les autres nationalismes – mais aussi négativement, les dirigeants se révélant vite des autocrates exploitant leur paysannerie au moins autant que les sultans et fondant leur pouvoir sur une caste militaire. Un cas particulier fut celui du Monténégro, principauté dirigée par un évêque d'oncle à neveu, qui devint indépendante de fait et se laïcisa.

En Grèce, la révolte naît dans les milieux religieux malgré les avantages du *millet*, dans les milieux de commerçants entravés par la bureaucratie ottomane, et par l'apport idéologique d'exilés surtout en France. C'est un évêque qui donne le signal de la révolte, marquée par des atrocités des deux côtés, celles commises par les Turcs étant publicisées en Occident – Hugo, Delacroix... Mais les buts des chefs de la révolte dépassent la Grèce ethnique : c'est Byzance qui est visée et la *Mégalè idea*, la Grande idée de la reconstitution de l'Empire grec dominera les pensées jusqu'à son terrible effondrement au lendemain de la première guerre mondiale et la perte de la Grèce d'Asie Mineure, aussi fondamentale à l'hellénisme que celle de l'Attique et du Péloponnèse. C'est pourquoi, ayant obtenu le premier pays indépendant des Balkans en 1833, les Grecs continuèrent à appuyer le système du *millet* qui leur assurait la domination sur les autres nations chrétiennes des Balkans, sans douter qu'avec l'effondrement inéluctable à venir de l'Empire ottoman ils pourraient en recueillir l'héritage. Mais si l'hellénisation forcée des slaves de la péninsule du Royaume réussit, elle échoua ailleurs, et le nationalisme impérial grec se heurta aux autres, serbe, albanais, bulgare... Notons d'ailleurs que les puissances européennes, plus suiveuses que suscitant cette indépendance, imposèrent aux Grecs un souverain d'origine allemande, un précédent réutilisé ensuite en Roumanie, en Bulgarie comme en Albanie - ce qui n'était bien sûr pas du tout dans la logique nationaliste.

En Roumanie, l'accession à l'indépendance était a priori plus facile puisque les principautés avaient une autonomie et une administration propres. La conscience d'une unité « roumaine » dans cet îlot de latinité au cœur d'une mer slave et turque de langue, et grecque par la hiérarchie ecclésiastique, ne pouvait qu'accueillir favorablement les idées nationalistes venues d'Occident. De plus la Crise d'Orient de 1830-1833 avait fait de la Russie le protecteur des orthodoxes des Balkans, et les princes roumains se méfiaient de ce voisin encombrant qui avait déjà annexé la Bessarabie roumaine. De plus, la réaction de l'Empire ottoman blessé fut de limiter encore plus cette autonomie. Il fallut la guerre de Crimée et la seconde Crise d'Orient pour la garantir puis, après l'unification des deux principautés en 1858, arriver à l'indépendance.

En Bulgarie, l'éveil d'une conscience nationale fut plus lent. Il vint de la conjonction entre des moines rêvant de rétablir l'ancien Empire orthodoxe bulgare sur des bases inspirées par la Révolution française et une bourgeoisie urbaine très entreprenante et limitée par la bureaucratie turque. Tout comme les Roumains, leurs voisins, les Bulgares du milieu du 19^e siècle souffrent en fait d'une double oppression : celle des Turcs d'abord, mais aussi celle des grands propriétaires phanariotes. Les Grecs accablent le paysan de réquisitions et le réduisent à la misère ou l'obligent à recourir au brigandage pour survivre (il devient alors *haïdouk*). L'Eglise orthodoxe grecque constitue l'un des instruments principaux de cette exploitation économique : « *On a comparé avec justesse, écrit un lazariste, leurs tournées pastorales des razzias militaires, tant elles étaient oppressives et inhumaines pour le pauvre Bulgare* ». Elle pratique également une politique d'hellénisation de la liturgie qui, faisant disparaître le slavon au profit du grec, mécontente profondément les populations slaves et roumaines. Le patriarcat bulgare avait disparu depuis la conquête turque, en 1393, et les fidèles dépendent du patriarcat de Constantinople, par l'intermédiaire de l'évêché d'Ohrid puis, après la suppression de celui-ci en 1767, par lien direct. La révolte bulgare fut d'abord religieuse comme le notait Leroy-Beaulieu : « *Jusqu'alors, les peuples chrétiens de Turquie avaient attendu leur émancipation politique pour signifier au patriarche de Constantinople leur émancipation religieuse ; les Bulgares ont suivi une route inverse. En attendant de pouvoir former une nation, ils réclamèrent de la Porte et du Patriarcat la constitution d'une Eglise bulgare autonome* ». Elle éclata sur l'affaire de l'exarchat bulgare en 1860, et aboutit d'abord à l'indépendance religieuse vis-à-vis du Phanar. Mais, attisée par les Russes, elle devint bien vite révolte politique et causa la troisième crise balkanique de 1875-1878 qui aboutit à son indépendance – d'abord en deux états puis en état unifié. Mais les populations bulgares ne sont pas concentrées sur un territoire bien défini. Si elles forment un groupe plus ou moins compact sur le territoire de la République de Bulgarie actuelle, on en trouve également un grand nombre en Thrace et en Macédoine, au milieu de populations turques, serbes, grecques et macédo-roumaines ; en Dobroudja, Bessarabie, Ukraine et, bien sûr, à Constantinople. C'est d'ailleurs à Skopje, en Macédoine, que le sultan avait autorisé en 1829 la construction d'une première église bul-

gare et que les habitants demandaient (en vain) au patriarche un métropolite choisi parmi les prêtres de leur nation. La naissance de l'état Bulgare ne signifie donc pas la fin de la question bulgare...

Serbie, Grèce, Bulgarie, trois états étaient nés du reflux ottoman, mais l'Empire possédait encore tout le centre des Balkans, jusqu'à l'Adriatique. Le dernier acte, qui s'acheva et causa la première guerre mondiale, fut encore plus compliqué que les précédents, avec ces quatre acteurs, plus l'Empire autrichien qui rêvait toujours de Salonique alors que la Serbie rêvait d'un état pan-slave du Sud arrachant les populations slaves de la double Monarchie, plus la Russie et son rêve du Bosphore, plus l'Allemagne et la marche à l'Est, plus l'impérialisme anglais et la volonté de la France de retrouver sa place sur l'échiquier européen. Quant aux musulmans des Balkans qui ne pouvaient voir d'un bon œil leur intégration dans des nations se réclamant du christianisme, ils se trouvaient à la croisée des chemins. Ceux du centre des Balkans firent pour la plupart l'option turque, alors que ceux de l'Albanie, pourtant majoritairement islamisée, furent à leur tour gagnés aux idées nationalistes de la minorité catholique et de ses prêtres poètes.

La Macédoine enfin, lieu de toutes les exacerbations. Les statistiques officielles des protagonistes disent tout. Pour les Grecs, la Macédoine compte, au début du 20^e siècle, près de 40 % de Grecs, un peu moins de Turcs, 20 % de Bulgares et pas un seul Serbe. Pour les Serbes, elle compte 70% de Serbes, 8 % de Turcs et autant de Grecs, 2 % de Bulgares. Pour les Bulgares, 50 % de Bulgares, 20 % de Turcs, 10 % de Grecs et 0,03 % de Serbes, pour les Turcs enfin, 50 % de Turcs, 25 % de Grecs et 25 % de Bulgares et pas de Serbes ! Quant au mouvement national, l'ORIM et ses komitadjis, connu pour ses actions terroristes et ses massacres de populations turques, il était soutenu par les Bulgares mais semblait travailler d'abord pour lui. Ceci conduisit à la quatrième crise balkanique et aux guerres de 1912 qui virent d'abord la défaite et la disparition des Ottomans de tous les Balkans sauf la région d'Edirne puis le retournement des anciens alliés les uns contre les autres dans le partage des dépouilles, la Bul-

garie perdant au profit de la Serbie et de la Grèce tandis que l'Albanie obtenait l'indépendance mais sans le Kosovo.

L'entre-deux guerres, la seconde Guerre mondiale, l'époque communiste et aujourd'hui

Reprenons le fil de notre récit avec des Balkans désormais balkanisés. La guerre de 1914 et les idées wilsoniennes sur les Nations eurent pour résultat essentiel dans les Balkans la création de la Yougoslavie unissant la Serbie aux anciennes possessions autrichiennes, Croatie et Slovénie, l'accroissement de la Roumanie par la Transylvanie, la Bessarabie, la Bucovine et la Dobroudja, et la fin de la Grèce d'Asie. La Yougoslavie se révéla rapidement une alliance instable de peuples slaves aux histoires et cultures différentes, et la domination serbe ne fut jamais vraiment acceptée par les Croates – sans parler des bombes à retardement des minorités musulmanes bosniaques et albanaises.

L'évolution politique des différents Etats, tous des royaumes après un intermède républicain en Albanie, fut assez parallèle. Ces petits pays n'avaient pas les moyens d'un réel démarrage économique moderne et la grande propriété rurale constituait avec les bourgeoisies urbaines la classe dominante. La crise de 1929 accentua la pauvreté et les problèmes sociaux. Les modèles d'Etat fort et d'idéologie nationaliste venus de Rome et de Berlin n'avaient guère de contrepoids dans une culture démocratique trop récente. Un peu partout, avec des modalités diverses, ce fut la course entre des souverains tentés par un pouvoir personnel, des castes militaires, des mouvements nationalistes conservateurs et leurs hommes forts et des mouvements populistes copiés sur le fascisme et le nazisme. Nulle part, sauf en Bulgarie et dans les débuts de la Yougoslavie, le communisme n'eut un quelconque impact populaire, sauf dans les milieux juifs laïcisés, en concurrence avec le sionisme et le socialisme juif. La violence et la liquidation physique des adversaires demeurèrent la règle dans la plupart des pays.

La seconde guerre mondiale jeta nombre de ces régimes dans les bras d'Hitler, tandis que Mussolini annexait l'Albanie et se jetait sur la Grèce.

Les vaincus d'hier, surtout les Croates et les Hongrois, devinrent les nouveaux maîtres sous contrôle allemand et s'engagèrent à sa suite dans l'épuration ethnique, non seulement contre les Juifs (sauf en Bulgarie, qui mérite une mention pour son courage) mais contre les autres peuples de la région (génocide des Serbes par les Oustachis croates) ; mais ce n'était pas une nouveauté, pas plus que la violence politique. Il y eut des mouvements de résistance, soit nationalistes soutenus par l'Angleterre, soit suscités par Moscou ou s'alliant à lui pour des raisons stratégiques. Le rouleau compresseur de l'Armée Rouge déboula dans les Balkans, mais la Yougoslavie, l'Albanie et la Grèce ne virent pas l'Armée rouge. A Yalta les Grands se partagèrent le gâteau avec des pourcentages, que Staline, bien sûr, ne respecta pas. L'Armée rouge imposa le communisme en Roumanie et en Bulgarie. Tito (après s'être débarrassé de la résistance nationaliste) et Enver Hoxha (*idem*) l'imposèrent aussi à leurs peuples. En Grèce il fallut une guerre civile pour départager les deux résistances, et la communiste fut vaincue, seul pays balkanique à échapper au Rideau de Fer. Ensuite, la tentative de Tito d'une union balkanique sous sa direction échoua rapidement, échec favorisé par ses hérésies vis-à-vis de Moscou. La Bulgarie demeura jusqu'en 1989 l'alliée la plus fidèle de Moscou dans la région. L'Albanie s'enferma sur elle-même après l'intermède chinois et devint une sanglante satrapie ubuesque avec ses 600.000 blockhaus et son projet d'homme nouveau à l'horizon 2000. La Roumanie, avec Ceausescu, se lança aussi dans la folie des grandeurs, et la Yougoslavie ne fit que survivre à la mort de son dictateur, tandis que la Grèce se lançait avec quarante années de retard dans une dictature de type hispano-portugaise.

Faire un bilan général de cette époque communiste nous mènerait trop loin. Finalement, au niveau géopolitique, il a congelé des problèmes qui ont ressurgi à sa chute, exacerbés. Au plan social, tout n'est pas négatif. Je parlerai plus tard du bilan religieux, mais je veux dire un mot sur le bilan moral. Voici ce que beaucoup me dirent en 1989-1990 : « *On peut, on doit pardonner beaucoup de choses à ce régime. L'injustice, les différences scandaleuses entre les privilégiés et les autres, la misère économique et le gaspillage des ressources de la Nation, tout cela n'existe pas que dans les régimes communistes. Mais ce qu'on ne peut pas pardonner, c'est le men-*

songe, c'est l'effacement des barrières entre le bien et le mal qu'il a créé dans les consciences ». Et il en va de même pour la barrière entre le vrai et le faux, remplacée par l'unique critère de l'utile/inutile. Pour l'écrivain polonais Adam Zagajewski, les romans policiers étaient impossibles dans les pays communistes car on connaissait toujours le coupable dès la première page, celui justement qui prétendait être responsable de tout : l'État. Il ajoutait : *« Cette situation était plus dangereuse qu'on ne pourrait le croire de prime abord. Le totalitarisme a atteint profondément notre sens de la justice, parce que nous cessons de nous juger nous-mêmes avec sévérité. Il nous ôte le poids de l'existence, fait disparaître la possibilité du repentir »*. Ceci vaut aussi pour les Balkans, et une méfiance généralisée s'y ajoute. Mgr Muresan ne disait pas autre chose sur la Roumanie au Synode de 2005 : *« Malheureusement, après la chute du régime, de grandes calamités se sont abattues sur notre pays: l'avortement, l'abandon des enfants, la corruption, l'immigration. Le communisme a promis à l'homme le paradis sur la terre, et il a réussi à détruire la conscience de nos peuples de l'Europe de l'Est; maintenant, pour la reconstituer, il faut beaucoup de temps »*.

Mais si on remplace l'Etat par la mondialisation et le communisme par l'idéologie libérale-libertaire, ces descriptions ne sont-elles pas en train de devenir aussi valides chez nous ? Il n'est plus si sûr aujourd'hui qu'il y ait eu une spécificité de l'idéologie communiste par rapport au grand mouvement de relativisme religieux et moral que connaît l'Occident au niveau des fondements. In ne faut pas, pour autant, minimiser les différences quand aux méthodes, le totalitarisme athée, la violence physique...

Les Balkans dans l'Europe aujourd'hui

Les Balkans apparaissent aujourd'hui aux yeux de beaucoup à l'Ouest comme un repoussoir, à cause de la vitalité et de l'exacerbation des nationalismes qu'on y constate. Outre le fait que les connotations de la nation ne sont pas celles de nos pays, la relation au fait national n'est pas la même. L'Occident a connu des siècles de développement du fait national, et ses pathologies n'ont atteint un stade mortifère qu'au 20^e siècle, d'où la

réaction anti-nationale après 1945. Le fait qu'elle ait servi de combustible à la construction européenne durant les *Trente Glorieuses* a favorisé pour ceux de ma génération l'idée que la nation n'appartenait qu'au passé. Mais l'Histoire continue, et le fait, par exemple, qu'une candidate de gauche aux présidentielles ait pu proposer d'avoir dans toutes nos familles des drapeaux tricolores pour les mettre au balcon n'ait pas soulevé une campagne de protestation, alors qu'elle l'aurait sans doute fait dans la bouche d'un candidat de droite il y a trente ans, ou la création d'un ministère de l'intégration nationale, montrent que, chez nous aussi, la nation n'a sans doute pas dit son dernier mot.

Mais, dans les Balkans et dans la plupart des pays d'Europe centrale, la nation est une idée ou une maladie encore juvénile. Loin d'être dévalorisée par les crimes commis en son nom (et pourtant il y en a eu !), elle reste sanctifiée par le souvenir construit de la négation des identités nationales durant les siècles ottomans puis, sauf en Roumanie et en Albanie, durant l'époque communiste. La nation appartient encore à la catégorie des victimes et non des coupables. Il nous est donc difficile de la juger à partir d'une vision qui vient d'une histoire différente. L'intégration de trois pays balkaniques dans l'Europe (je ne compte pas la Slovénie) et celle annoncée des autres, voire de la Turquie, advient à un moment où le mythe européen faiblit et ce ne sont pas les décisions bureaucratiques de Bruxelles qui redonneront une puissance d'attractivité à l'Europe. Je n'ai pas d'idée particulière sur les conséquences de cette conjonction, mais on peut malgré tout remarquer qu'elle advient alors que, si en Europe occidentale il n'y a aucun conflit potentiel sérieux entre les Etats-Nations, ce n'est pas le cas dans les Balkans où on en compte plus d'une demi-douzaine

Au delà des péripéties qui ont amené, dans tous les pays ex-communistes sauf en Slovénie, soit des régimes forts à la limite de la dictature, aux discours et aux actes ultranationalistes (Tudjman ou Milosevic), soit une instabilité avec changements de majorité presque à chaque élection, sur fond de montée de l'abstention. Sous des apparences de système démocratique à l'occidentale, le passage à la démocratie n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes. Le système clanique – famille élargie

ou groupe régional – demeure fort dans nombre de pays des Balkans. Tudjman s'appuyait sur le clan des herzegoviniens du HSZ, qui possédait sa propre milice outre des positions dominantes dans l'armée croate, Izetbegovic sur le clan des sandjakiens. A Belgrade, Milosevic était une pièce rapportée dans le clan Markovic de sa femme Mirjana. En Albanie nous avons depuis 1992 l'alternance des clans du Nord et du Sud.

Ce système clanique peut facilement devenir mafieux et, dans l'ouverture européenne post-communiste, passerelle avec les mafias occidentales ou autres – russes par exemple. Le Monténégro, le Sandjak et l'Albanie sont des plaques tournantes de tous les trafics. Il y a deux mois le père de l'indépendance monténégrine, Milo Djukanovic et dix autres personnes ont été inculpés par la justice italienne pour trafic de cigarettes. Celui-ci aurait été fait en cheville avec les mafias italiennes. Mais des accusations précises de trafic d'êtres humains existent aussi contre lui. L'affaire des sociétés financières pyramidales qui déclencha un début de guerre civile en Albanie en 1996 n'est que le sommet de l'iceberg. Le « trafic » à tous les niveaux reste une composante importante de l'économie réelle dans plusieurs de pays. Les liens entre le trafic de drogue et la résistance kosovare ont été confirmés même par les américains qui lui étaient favorables, mais on ne faisait pas autrement du côté serbe... Les privatisations ont aussi été un peu partout comme en Russie ou en Ukraine l'occasion de corruption et de fortunes colossales vite bâties, ainsi le clan Markovic-Milosevic en Serbie. Mais il ne faut pas limiter ceci aux privilégiés. Au Kosovo, où la majorité de la population n'a pas de travail, les constructions neuves surgissent partout, et souvent plutôt luxueuses, et les belles voitures sont proportionnellement peut-être plus nombreuses à Tirana qu'à Paris. Les économies des Balkans sont encore loin de répondre aux critères de l'UE. Un autre problème politico-social réel est celui de la place de la femme. Des relations saines entre les deux sexes sont loin d'être la norme, même si les situations sont fort variées. Il y a trois ans, pour les besoins d'un film sur l'Albanie, j'ai été amené à étudier cette situation dans ce pays, où elle est sans doute la pire. Les chiffres sont effarants : près de 80 % de femmes battues, 20 % des jeunes femmes dans certaines villes entraînées de force dans la prostitution...

Enfin une question de fond sur la relation entre notre Europe et les Balkans concerne l'avenir politique de ces pays. Depuis plus de 15 ans, la communauté internationale a placé ses espoirs de stabilisation politique dans l'organisation d'élections sous supervision. L'abstention qu'on remarque un peu partout est inquiétante – même si elle n'existe pas que dans les Balkans (55 % aux élections bulgares de 2.005 ; près de la moitié d'abstentions au référendum roumain de mai dernier pour la destitution du chef de l'Etat). Pour certains observateurs, il y a crise du vote, aujourd'hui, dans sa capacité à conférer aux élites politiques mandat et légitimité. Depuis le début des années 1990, on a vu les alternances se multiplier sans que les électeurs aient le sentiment de disposer d'alternatives. Or les élections sont liées à la promesse et au mythe « Europe ». Partiellement disqualifiés, dans les régions sous administration internationale, par l'externalisation de la décision vers les responsables de la communauté internationale, les gouvernants de tous les Etats le sont aussi par les critères de bonne gouvernance imposés par l'Europe. Est-ce vraiment la bonne façon pour que ces nations prennent en charge leur destin ?